

# LE MAGHREB

## Le Quotidien de l'Économie

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION AMMAR BELHIMER À " DZERTIC24 " :

### "Le président reviendra bientôt ... et le "Makhzen" et ses alliés ne réussiront pas à déstabiliser l'Algérie"



*Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, le professeur Ammar Belhimer, a affirmé que le vote des Algériens sur l'amendement constitutionnel équivaut à adopter une politique de construction d'une nouvelle Algérie, et par là, met fin aux agissements de ceux qui se cachent derrière des allégations de propagation et d'endoctrinement de la démocratie appelant à leur "étape de transition ou constitutionnelle". (Lire en Page 3)*

● SAHARA OCCIDENTAL :

### Une parlementaire européenne n'exclut pas "une guerre sanglante" face à la passivité de l'UE

(P16)

● SELON LE PREMIER  
MINISTRE ABDELAZIZ DJERAD:



### "La Zlecaf, un choix stratégique pour l'Algérie"

(P4)

● MAE :



### Boukadoum reçoit son homologue italien Luigi Di-Maio

(P4)

● L'ÉCRIVAIN-POÈTE TAHER  
BOUSBAA AU  
MAGHREB DE L'ÉCONOMIE:

### "La prise en charge des personnes aux besoins spécifiques devrait se faire via l'exécution de la loi et non par pitié"

(P5)

**NAPEC**  
North Africa  
Petroleum Exhibition & Conference

**NAPEC 2021**

10<sup>th</sup> NORTH AFRICA PETROLEUM EXHIBITION & CONFERENCE

**15<sup>th</sup>-18<sup>th</sup> March 2021**  
at Oran International Convention Center, Algeria



NAPEC est le plus grand salon professionnel international des hydrocarbures et de l'énergie en Afrique et en Méditerranée

30000 Attendees  
16000 Exhibition Space  
600 Exhibitors  
1500 Delegates  
135 Speakers  
60 Countries

+213 550 496 061 +213 770 610 861  
info@napec-dz.com contact@napec-dz.com  
www.napec-dz.com

LE MAGHREB du 6 Décembre 2020

EDITION N°6457 6 DÉCEMBRE 2020- PRIX : 10 DA - ETRANGER : 0,8 EURO - SITE INTERNET : WWW.LEMAGHREBDZ.COM

**Macron a l'intention d'honorer " 300 à 500 noms" de personnes noires ou arabes dans l'espace public**



**D**ans une interview accordée à Brut, le Président de la République a mis en valeur l'héritage de la France et a dit vouloir ériger des monuments ou donner des noms à certaines rues en l'honneur de plusieurs centaines de personnalités noires ou arabes.

Emmanuel Macron a invité les Français, simples citoyens comme universitaires, à proposer des noms de personnalités noires ou arabes, "300 à 500", pour que le gouvernement honore leur mémoire. Les propositions pourront être acceptées jusqu'au mois de mars 2021.

"J'aimerais qu'il y ait une forme d'appel à la contribution collective. Et qu'on ait 300 à 500 noms et qu'on ait ce catalogue d'ici à mars et qu'on en fasse des noms, des statues. Notre histoire est la conjugaison de toutes ces histoires", a expliqué le chef de l'État, interviewé par Brut.

Le plan consiste à rebaptiser certaines rues ou édifier des monuments dans l'espace public.

Évoquant la question de l'intégration au sein du peuple de France, M. Macron a pointé qu'il était indispensable d'effectuer un travail historique. En particulier, l'historien Benjamin Stora devrait lui présenter un rapport concernant la guerre d'Algérie.

Plusieurs traces historiques ont fait l'objet d'une polémique l'été dernier. Le Président de la République a affirmé ne pas croire "à la cancel culture" et "à l'effacement de ce qu'on est", tout en se rappelant qu'"on [l]'a[vait] parfois traité de "brute épaisse" parce que j'étais contre le déboulonnage de statues".

"Il y a toute une part de notre histoire collective qui n'est pas représentée, il y a toute une part de notre histoire qui parle à notre jeunesse qui est noire, venant d'Afrique ou ultra-marine ou maghrébine et qui a ses héros", a-t-il souligné.

**Macron promet de dire ce qu'on sait et ce qu'on ne sait pas sur les vaccins**



**A**près que, jeudi 3 décembre, Jean Castex a dévoilé la stratégie vaccinale de la France, le Président de la République, en déplacement à l'hôpital Necker à Paris, a promis de préciser bientôt "ce qu'on sait et ce qu'on ne sait pas" sur les vaccins.

Le gouvernement, en la personne de l'immunologue Alain Fischer, donnera prochainement les précisions sur les vaccins, détaillant "ce qu'on sait et ce qu'on ne sait pas", a annoncé Emmanuel Macron lors d'une visite à l'hôpital Necker à Paris.

Face à la défiance du peuple français envers les vaccins anti-coronavirus, le gouvernement propose une campagne vaccinale sur la base de "l'expertise indépendante et [de] la transparence".

"Jamais nous ne dirons des choses pas scientifiquement portées, c'est pour ça qu'un expert référent [l'infectiologue Alain Fischer, ndr] dira de manière très claire ce qu'on sait et ce qu'on ne sait pas", a précisé le chef de l'État, ajoutant qu'il existe toujours "beaucoup de choses encore qu'on ne sait pas sur le virus".

En outre, l'objectif assumé de la France est de devenir, dans les prochaines années, un "leader mondial" dans le domaine de la "santé numérique".

**Un ancien combattant américain fête ses 104 ans après avoir vaincu la Covid-19**

**U**n ancien combattant de la Seconde Guerre mondiale a célébré chez lui son 104e anniversaire dans l'Alabama, aux États-Unis, après avoir passé plusieurs jours à l'hôpital, où il a vaincu la COVID-19.

Major Wooten, de Madison dans l'Alabama, a été admis à l'hôpital le 24 novembre après avoir été infecté par le coronavirus, a écrit sa petite-fille Holly Wooten McDonald sur sa page Facebook. Il est finalement sorti de l'hôpital mercredi, la veille de son anniversaire. Sur une vidéo publiée par sa petite-fille, des médecins, infirmiers et des membres de sa famille sont autour de lui pour assister à sa sortie, en fauteuil roulant, et lui souhaitent un "joyeux anniversaire". Major Wooten, appelé "Pop Pop" par sa famille, a remercié le personnel soignant avant de rentrer chez lui.

Le centenaire a servi comme simple soldat pour l'armée américaine durant la Seconde Guerre mondiale. Tout comme trois de ses frères, dont l'un a été tué pendant son service. M. Wooten faisait partie d'un groupe d'anciens combattants présents en Normandie l'année dernière pour le 75e anniversaire du Débarquement.



**Un policier tire pour stopper un chauffard tout juste sorti de prison fonçant sur ses collègues à Tourcoing**



**U**n chauffard sorti de prison il y a une semaine et sans permis de conduire a percuté plusieurs voitures, dont celle de policiers, en tentant de fuir un contrôle et en fonçant délibérément sur les forces de l'ordre. Un agent a tiré à deux reprises. Le conducteur et ses deux passagers ont été placés en garde à vue, relate La Voix du Nord.

Lundi 30 novembre, des policiers de la Brigade anti-criminalité de Tourcoing (Nord) ont repéré un 4x4 Mercedes GLE immatriculé en Allemagne et connu des forces de l'ordre pour avoir refusé d'obtempérer quatre jours plus tôt, rapporte jeudi 3 décembre La Voix du Nord.

Alors que les fonctionnaires lui demandaient de stopper son véhicule, le conducteur a refusé et a fait marche arrière pour fuir, fonçant délibérément sur les policiers. L'un d'entre eux a ouvert le feu en tirant à deux reprises au niveau des pneus de la voiture.

Tenant de prendre la fuite, le chauffard a percuté plusieurs véhicules en stationnement ainsi que celle de la BAC qui lui bloquait la route.

Pris au piège, le conducteur et ses deux passagers ont tenté de prendre la fuite à pied, mais ont été interpellés et placés en garde à vue.

Deux des suspects sont connus des services de police. Le conducteur âgé de 26 ans était sorti de prison il y a une semaine et n'avait pas de permis de conduire.

Il était sous l'emprise de stupéfiants au moment des faits.

Il a été jugé en comparution immédiate ce jeudi, mais l'audience a finalement été renvoyée, selon le quotidien régional. Son avocat a plaidé sa libération, tandis que le parquet a requis son placement en détention provisoire. La question sera tranchée par un juge des libertés et de la détention (JLD).

**Le smartphone au meilleur objectif photo n'est pas un iPhone , selon un test à l'aveugle**

**U**n test à l'aveugle a permis de comparer les appareils photos intégrés aux téléphones d'Apple, Samsung, Xiaomi, Huawei et d'autres concepteurs. C'est un smartphone d'Asus qui a été désigné comme gagnant.

Un test à l'aveugle, que le youtubeur spécialiste en matière de technologie Marques Brownlee effectue chaque année, a classé les smartphones selon les capacités de leurs objectifs photo. L'Asus 7 ProZenFone est sorti vainqueur de la compétition.

Le blogueur a sélectionné 16 smartphones de différents fabricants sortis en 2020. La liste comprend des appareils Apple, Samsung, Xiaomi, Huawei, OnePlus, Asus, LG, Google, Sony, Microsoft, Oppo et Motorola.

Brownlee a apparié les appareils et a pris les mêmes photos avec chaque appareil. Tous les clichés ont été pris en mode automatique et n'ont pas été retouchés. Les photos ont été téléchargées sur son compte Twitter dont les 4,4 millions d'abonnés ont été invités à voter pour la meilleure, sans savoir de quel smartphone elle provenait.

À l'issue du premier tour, les vedettes de OnePlus, Google, Microsoft, LG, Oppo, Xiaomi, ainsi que l'actuel produit phare, l'iPhone 12 Pro Max, ont quitté la course. En demi-finale se sont affrontés quatre appareils: les Huawei Mate 40 Pro, Asus ZenFone 7 Pro, Xiaomi Mi 10 Ultra et Samsung Galaxy Note20 Ultra.

En finale, le smartphone phare d'Asus a devancé son rival Xiaomi Mi 10 Ultra avec 54% des voix. En 2019, le Samsung Galaxy Note 10+ s'est avéré disposer du meilleur objectif. L'appareil avait devancé son confrère Samsung Galaxy S10e en finale.





LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION AMMAR BELHIMER À " DZERTIC24 " :

# " Le président reviendra bientôt ... et le "Makhzen" et ses alliés ne réussiront pas à déstabiliser l'Algérie "

## SYNTHÈSE DE : SAÏD B.

Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, le professeur Ammar Belhimer, a affirmé que le vote des Algériens sur l'amendement constitutionnel équivalait à adopter une politique de construction d'une nouvelle Algérie, et par là, met fin aux agissements de ceux qui se cachent derrière des allégations de propagation et d'endoctrinement de la démocratie appelant à leur "étape de transition ou constitutionnelle".

Dans son entretien accordé au cite d'information dzertic24, le ministre se déclare déterminé à lutter contre les "tentacules des pieuvres" de la corruption, dont certaines sont encore actives dans les coulisses. Il évoque également la santé du président de la République en déclarant que "Les autorités compétentes ont rassuré les citoyens que le président se rétablit et qu'il reviendra dans le pays dans les prochains jours". Saisissant cette occasion, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, a accusé le système du Makhzen en indiquant : "Le système Makhzen et ses lobbies sont de connivence avec des pays bien connus. Cependant, grâce aux sacrifices et au professionnalisme de son armée, l'Algérie a pu sécuriser ses vastes frontières et renforcer la cohésion naturelle entre elle et le peuple."

Au sujet du code sur la nouvelle Constitution, le ministre a répondu en ces termes : " En répondant à votre question, je voudrais réitérer mes remerciements aux Algériens qui, comme d'habitude, ont montré leur degré de conscience et de patriotisme exceptionnels.

Il est évident que ce processus ne peut être réalisé sans fournir le cadre approprié représenté par l'État - la Nation et son épine dorsale incarnée par l'Armée nationale populaire, qui a été cohérente pour accompagner et sécuriser le chemin du mouvement béni en protégeant le plus important et le plus précieux de ses éléments, à savoir les forces populaires nationales. "

Le ministre a ajouté que " Comme prévu, le référendum sur l'amendement constitutionnel de novembre dernier a approuvé et recommandé cette option dans le cadre des réformes législatives et institutionnelles qui forment la base de l'action démocratique, de la bonne gouvernance, de l'équilibre entre les pouvoirs, de la transparence de l'économie de marché et de la justice sociale, en particulier dans les zones d'ombre. ". Et le ministre n'a pas hésité à rappeler que " Je voudrais rappeler à cet égard que le Président de la République s'est engagé dans son programme de campagne électorale à "mes cinquante-quatre engagements à établir une nouvelle république", en disant: "Je m'engage devant Dieu et devant le peuple à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour réaliser les aspirations et aspirations légitimes que le mouvement a portées le 22 février pour un changement global et réel. Cela permettra à notre pays de dépasser le stade actuel et de prendre un nouveau départ, et de permettre à notre peuple de vivre dans une Algérie démocratique et prospère, fidèle aux principes de la révolution du 1er novembre 1954, dans laquelle tous les Algériens trouveront leur place. "

## DU PROBLÈME DE LA BUREAUCRATIE

Sur ce sujet, le ministre de la communication a rappelé également qu' "Il ne faut pas oublier que la corruption dure depuis vingt ans ou plus au sein de l'administration et des diverses institutions de l'État et de la société d'ici. Le déracinement de ses racines, bien que possible, demande du temps, car il s'agit principalement de changer les mentalités négatives et de combattre les armes de cette "pieuvre", dont certaines sont toujours actives derrière le rideau, outres et dans certains pays voisins.

Pour faire face à cette situation complexe, le gouvernement a approuvé plusieurs programmes d'action pour réduire la bureaucratie et pour revitaliser, voire relancer l'économie nationale selon de nouvelles perspectives et sur des bases solides fondées sur l'efficacité, le mérite, l'efficience, l'innovation et la transparence. " a expliqué le ministre.

En ce qui concerne la promotion de l'économie nationale, nous assistons à un démarrage de la réussite du processus, que ce soit au niveau institutionnel, à travers la création de secteurs spécialisés, tels que le ministère délégué en charge de l'économie de la connaissance, les institutions émergentes et le ministère délégué en charge des petites entreprises, et le Fonds national de financement des entreprises émergentes vient d'être lancé. "

## DU CORONAVIRUS :

Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, le professeur Ammar Belhimer, a déclaré : " Depuis l'émergence des premiers cas de la pandémie du Corona virus jusqu'à aujourd'hui et au-delà, ce qui est absolument important pour le gouvernement, c'est la sécurité et le bien-être du citoyen algérien, où qu'il se trouve, ce que le président de la République a placé à la tête de tous les programmes et mesures visant à faire face à cette pandémie.

De ce point de vue, l'autorité pour évaluer les mesures requises à chaque étape du développement de la pandémie reste la prérogative des autorités publiques compétentes sur la base des propositions et estimations du comité de surveillance et de suivi des coronavirus. Parallèlement, il faut rappeler que l'Etat, dès l'apparition des premiers cas de pandémie il y a neuf mois, a pleinement assumé sa responsabilité à travers de multiples mesures et diverses mesures, notamment dans ses dimensions sanitaire, sociale et économique. Dans la continuité de ces efforts, la compagnie aérienne algérienne reprendra, à partir du 6 décembre de cette année, ses vols intérieurs, ainsi que le processus d'évacuation des citoyens bloqués à l'étranger et souhaitant rentrer dans leur pays d'origine pour des considérations exceptionnelles et urgentes, notamment sanitaires, professionnelles et économiques, avec la nécessité de posséder un certificat médical (PCR) établi 72 heures avant le vol. Il faut rappeler que plus de 30 380 citoyens algériens ont été évacués depuis le début de la pandémie en mars dernier et jusqu'en août, date à laquelle l'Etat a mobilisé toutes les capacités pour mettre en œuvre l'opération dans les meilleures conditions.

## DES RÉSULTATS DES ENQUÊTES SUR LES INCENDIES DES FORÊTS

"Les incendies de forêt dans notre pays sont un problème qui se pose fortement en raison de ses répercussions dévastatrices, notamment au vu du petit nombre de forêts en Algérie (nous avons 4,1 millions d'hectares de forêts, ce qui représente un faible pourcentage de reboisement, estimé à 1,76%) et des risques de désertification importants. Les dangers des incendies de forêt constituent de fortes menaces en raison de leur convergence dans le temps et de leur fréquence d'apparition à moins d'un an, ce qui entraîne des pertes dévastatrices pour l'environnement. Les ambitions d'influence et les motifs de sabotage et de destruction infligent des pertes dévastatrices à la richesse forestière nationale en provoquant la mort de personnes et la perte de biens, tels que l'incendie de maisons et la destruction de zones agricoles, de bétail et de stocks de fourrage. Tout le monde a remarqué que le déclenchement d'incendies dans dix wilayas de l'Est et de l'Ouest du pays simultanément du vendredi soir au samedi 6 et 7 novembre 2020 est une indication de la nature criminelle de ces incendies. Le témoignage des citoyens

a confirmé cette hypothèse lors de la visite du Premier ministre dans la région de Gopuraya, qui est l'une des régions qui n'a pas été exemptée des récents crimes des incendies des forêts. Comme vous le savez, les enquêtes de sécurité ont révélé l'implication de certains suspects dans les incendies précités, et la justice décidera dans leurs dossiers d'appliquer les sanctions nécessaires prévues par le Code pénal, notamment: Soit dit en passant, je ne manque pas de rendre un grand hommage au don national que les Algériens ont fait par les individus, les institutions et les organisations à travers la campagne massive de reboisement pour planter des millions d'arbres. Je salue également les efforts de tous ceux qui ont courageusement et sincèrement contribué à éteindre ces incendies et à contenir la situation, en particulier les services de la protection civile, des forêts et de la société civile.

## DE LA CAMPAGNE FÉROCE DE L'EXTÉRIEUR RÉPANDANT DE FAUSSES NOUVELLES SUR LA SANTÉ DU PRÉSIDENT

Le ministre a indiqué que " Tous les écrits pariant sur la chute de l'Algérie ont été déjoués par le peuple algérien en élitant le président Abdelmadjid Tebboune et en procédant à la construction d'une nouvelle Algérie qui ne soit soumise ni aux diktats ni aux extorsions, quelles qu'en soient la source et la nature. L'Algérie est également restée fidèle à ses principes en faveur des questions de libération et d'autodétermination dans le monde.

En conséquence, la campagne effrénée menée par les départements et partis hostiles à l'Algérie en diffusant de fausses informations sur la santé du président confirme la faillite de ces départements qui n'a pas du tout affecté l'opinion publique nationale.

Nous avons témoigné à plusieurs reprises de la sympathie du peuple pour son président dans le cadre de la relation de confiance et de respect que le président de la République a convenue dans un court laps de temps de sa création avec les citoyens.

Comme vous le savez, la maladie du président n'était pas un secret. Au contraire, Son Excellence a été le premier à l'annoncer. Il se rétablit progressivement, avec la grâce de Dieu et son aide. Il reviendra bientôt, s'il le souhaite, pour achever la construction de l'Algérie qui agace les ennemis et les haineux.

## POUVEZ-VOUS INFORMER L'OPINION PUBLIQUE SUR L'ÉTAT DE SANTÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE?

A cette question, Belhimer répond : " Dieu soit loué les autorités compétentes, représentées par les services de la Présidence de la République, vous ont régulièrement informé de l'état de santé du Président.

Les mêmes intérêts ont rassuré les citoyens, annonçant que le président se rétablit et qu'il reviendra dans la patrie dans les prochains jours. En attendant son retour de bon augure, nous ne pouvons qu'invoquer Dieu pour hâter le rétablissement complet du Président de la République et de tous les patients.

Toujours dans le cadre de la réponse à votre question, je voudrai vous rappeler la nécessité de respecter les pouvoirs officiels légalement habilités au ministère de la Communication, notamment l'article 1 du décret exécutif n° 11-216 du 12 juin 2011 qui stipule: "Dans le cadre de la politique générale du gouvernement et de son plan de travail approuvé conformément aux dispositions de la constitution, le ministre de la communication exerce Son autorité sur toutes les activités liées à la promotion et au soutien de la démocratie et de la liberté d'expression, ainsi qu'au développement de la communication. " Et comme vous pouvez le voir, ces pouvoirs sont garantis par des ateliers de réforme complets et flexibles dans le

but d'atteindre la pratique de la profession de journalisme dans un cadre calme qui réalise la nécessaire compatibilité entre liberté et responsabilité.

Les médias marocains mènent une campagne malveillante contre l'Algérie et l'establishment militaire Quels sont les antécédents à votre avis?

La cohésion innée et inséparable entre le peuple et son armée, ainsi que la réponse de notre fière armée à toutes les manœuvres et plans qui visent la souveraineté et l'unité de l'Algérie, de l'Etat et du peuple ont déjoué les plans du système makhzen.

L'Armée nationale populaire était un descendant de l'Armée de libération nationale, une forteresse imprenable et qui constitue un mur sur laquelle toutes les intrigues et complots individuels et collectifs contre l'Algérie ont été brisés. Malgré les prétentions du Makhzen, ses lobbies et sa collusion avec des pays connus, l'Algérie a pu, grâce aux sacrifices et au professionnalisme de sa puissante armée, sécuriser ses vastes frontières et renforcer la cohésion naturelle entre elle et le peuple.

## DE L'ASSAINISSEMENT

## GLOBAL DU SECTEUR DES MÉDIAS, ET DES 15 MESURES FIXÉES POUR LA DIFFUSION DE LA PUBLICITÉ PUBLIQUE

Sur ce sujet le ministre de la communication, porte parole du gouvernement a déclaré que " Certes, nous pensons qu'il ne sert à rien d'élaborer des lois et de prendre les mesures nécessaires si elles ne sont pas destinées à être appliquées. Ainsi, en janvier prochain, si Dieu le veut, les travaux débiteront avec les 15 mesures de diffusion de la publicité publique, en rappelant que ces mesures ne sont rien d'autre qu'une procédure temporaire et transitoire en attendant la promulgation de la loi sur la publicité, qui est à un stade avancé de préparation dans le but de purifier cet espace de pratiques comportementales, pas du tout professionnels qui lui faisaient tellement mal. Quant à la situation des journalistes qui travaillent pour des institutions médiatiques et qui souffrent concernant leurs situations administrative et financière, le ministre de la Communication a déclaré que " L'Etat est responsable du respect du salaire

minimum garanti dans les secteurs public et privé. Il a également mis en place les lois et les mécanismes nécessaires pour protéger les employés et les travailleurs de tout abus ou transgression, à l'instar de l'inspection du travail et du médiateur de la République, car il s'agit d'un organe de recours non judiciaire qui contribue à la protection des droits et libertés des citoyens.

Quant aux salaires approuvés dans le secteur privé, ils s'inscrivent dans le cadre de conventions collectives qui traitent, conformément à l'article 120 de la loi du travail, des conditions d'emploi et de travail, et par conséquent, chaque institution a la liberté de négocier ces conventions collectives qui comportent plusieurs éléments tels que les heures de travail, les salaires et la rémunération.

## QUANT AU TEXTE RÉGLEMENTAIRE POUR LE JOURNALISME ÉLECTRONIQUE LE MINISTRE A DÉTAILLÉ CECI :

" Le décret exécutif relatif aux modalités d'exercice de l'activité médiatique via Internet et de publication de la réponse ou de la correction via le site Web est venu combler un vide juridique dans ce domaine important des médias et de la communication, qui est connu pour être incroyablement populaire en examinant le moment de la transmission et du partage d'informations avec la possibilité conséquente de promouvoir des informations fausses et urgentes touchant la réputation des gens et leur vie privée et la stabilité et la sécurité des institutions. Dans cette perspective, il était nécessaire d'accélérer l'élaboration d'un texte juridique qui régleme et encadre le domaine des médias via Internet ou le journalisme électronique, qui sera bientôt publié au Journal officiel. En conséquence, tous les sites Internet doivent se conformer aux dispositions du décret qui impose à la pratique de l'activité médiatique via Internet de déposer une autorisation du directeur en charge des médias via Internet et qui dépose l'autorisation jointe au dossier auprès de l'autorité compétente, et le règlement partage également le domaine DZ.

S. B.

# LA CONJONCTURE

Par R. N.

## OPEP+ : L'augmentation de la production à partir de janvier, une décision qui convient à tous

La décision des pays membres de l'Opep+ de limiter l'augmentation de leur production pétrolière de 500.000 barils par jour (b/j) à partir de janvier 2021 contre près de 2 millions b/j initialement prévus, est une décision qui convient à l'ensemble des pays signataires de la Déclaration de Coopération (DoC), a affirmé jeudi le ministre de l'Energie et président en exercice de la conférence de l'Opep, Abdelmadjid Attar. Dans une déclaration à la télévision publique à l'issue des travaux de la 12ème réunion ministérielle de l'Opep+, tenue jeudi par visioconférence, M. Attar a précisé que "l'Algérie, le Koweït et l'Azerbaïdjan ont proposé d'augmenter la production pétrolière de 500.000 b/j à partir de janvier prochain, au lieu de 2 millions b/j prévus initialement". "Cette proposition convient à l'ensemble des pays signataires de la DoC", a-t-il assuré. Le président en exercice de la conférence de l'Opep a fait état également d'une série de réunions devant se tenir chaque mois à compter de février prochain, des réunions, a-t-il dit, qui se pencheront sur le suivi des développements de la situation du marché pétrolier pour parvenir progressivement à l'application d'une augmentation de la production de 2 millions b/j. A noter que la réduction de la production de l'Opep passera à la faveur de cette décision de 7,7 mb/j à 7,2 mb/j.

SELON LE PREMIER MINISTRE ABDELAZIZ DJERAD:

# " La Zlecaf, un choix stratégique pour l'Algérie "

**Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a réaffirmé, samedi, que la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), dont le lancement effectif est prévu début 2021, constituait pour l'Algérie "un choix stratégique", appelant à "davantage d'efforts pour aplanir les difficultés qui persistent et régler les question en suspens".**

Dans son allocution aux travaux de la 13<sup>e</sup> Session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union

africaine (UA) tenus en visioconférence, M. Djerad a déclaré que "pour l'Algérie, la Zlecaf est un choix stratégique, exigeant une conjugaison des efforts pour aller de l'avant dans la concrétisation des objectifs de développement de notre continent et de nos pays, et la consolidation de la paix et de la sécurité, étroitement liée aux progrès du développement économique". Le Premier ministre a estimé que "l'avancement" réalisé, aujourd'hui, dans l'activation de la Zlecaf, dont le lancement sera effectif à partir de janvier 2021 avec le début des échanges de marchandises et de services, sans restrictions entre les pays membres, "nous incite à consentir davantage d'efforts pour aplanir les difficultés qui persistent et régler les questions en suspens." Estimant que ces difficultés et questions "peuvent impacté l'activation totale de la Zlecaf", M. Djerad a cité, notamment, celles ayant trait aux règles d'origine, aux tarifs douaniers et aux listes d'engagements relatifs au commerce de services. Il a souligné, dans ce sens, "l'adhésion de l'Algérie au consensus enregistré au niveau des instances de négociation, concernant les questions en suspens en lien avec les règles d'origine", assurant que "l'élaboration des offres tarifaires du commerce des biens et des services et des offres préliminaires des secteurs prioritaires pour le commerce de services algérien, est en voie de finalisation". "Convaincue de l'importance de la complémentarité économique africaine, l'Algérie a été parmi les premiers pays à ratifier l'accord de création de la Zlecaf, lors de la 10<sup>e</sup> session extraordi-

naire du Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement en mars 2018, et a pris part, régulièrement et efficacement, depuis le lancement des négociations en 2016, à toutes les réunions des instances de négociation et à tous les niveaux", a rappelé le Premier ministre. Et d'ajouter : "Elle a également donné une dimension importante à ce projet en œuvrant la mise en place d'une haute entité chargée de la gestion et du suivi de ce dossier stratégique". Djerad a rappelé, à dans ce sens, l'entérinement récemment par le Parlement algérien de l'Accord de création de la Zlecaf, le dépôt des instruments de ratification devant se faire dès le parachèvement des procédures internes". Mettant en en exergue "la vision de l'Algérie tendant à conférer aux infrastructures nationales et projets structurants régionaux, un caractère complémentaire et intégré", il a souligné que cette vision "s'inscrit en droite ligne de sa fidélité constante à sa dimension africaine, à ses engagements continentaux et à sa politique de solidarité envers les pays africains". "Des projets qui profiteront, inéluctablement, à la Zlecaf, en ce sens qu'ils garantiront le soutien logistique indispensable, notamment à travers la Transsaharienne Alger - Lagos (Nigéria), le Gazoduc entre l'Algérie et le Nigéria, la liaison fibre optique Alger-Abuja et le port de Cherchell, en tant que hub de fret maritime".

**COMMERCE  
INTERAFRICAIN : UNE  
HAUSSE DE 16 % À 52 % À  
LA FAVEUR DE LA  
ZLECAF**

La création de la Zlecaf, a estimé le Premier ministre, "est une opportunité cruciale pour intensifier et développer le commerce interafricain", qui devrait connaître, a-t-il ajouté, "une hausse significative, en sus de la consolidation des objectifs de complémentarité et d'intégration



continentales à travers le commerce et l'investissement, deux éléments clé pour le soutien de la croissance et du développement économique durable". "Avec un marché de 1,2 milliard de personnes, d'une valeur de 3000 milliards USD et un Produit intérieur de 2,5 milliards USD, les potentialités et les capacités économiques de l'Afrique connaîtront une exploitation optimale grâce aux flux commerciaux intracontinentaux qui devront avoisiner les 52% au lieu du taux actuel, qui ne dépasse pas 16%", a-t-il fait remarquer. Djerad a relevé, également, que "le développement du commerce interafricain contribuera au développement des chaînes de valeurs régionales, de l'industrialisation et de la création des opportunités d'emploi", ajoutant que "le démantèlement tarifaire progressif entre les Etats africains, à hauteur de 90% de positions tarifaires sur 5 ans, donnera la priorité aux entreprises africaines afin de répondre aux besoins croissants du marché africain et de profiter de ses avantages". Au début de son allocution M. Djerad a transmis les salutations, les vœux de succès et les félicitations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au président de la République d'Afrique du Sud,

Cyril Ramaphosa, pour "sa direction clairvoyante de notre organisation continentale et son fort attachement à la relance de l'action commune. Un attachement qui s'est manifesté par ses efforts inlassables pour l'organisation de deux sommets extraordinaires, en dépit de la conjoncture difficile qu'impose la pandémie de Coronavirus à nos pays et au monde entier". Il a également adressé les remerciements au résident de la République du Niger, Mahamadou Issoufou, pour "les efforts déployés dans le cadre du mandat qui lui a été confié par notre organisation, pour que le projet de la Zlecaf atteigne cette phase avancée à laquelle nous assistons aujourd'hui". "La tenue de notre Sommet autour de ce thème important, en dépit de la conjoncture que traversent nos pays du fait de la propagation de la pandémie de Coronavirus, témoigne d'une véritable volonté d'aller de l'avant dans la concrétisation des nobles objectifs tracés par les pères fondateurs et affirmée par les sommets successifs de l'UA, notamment en ce qui a trait à l'intégration continentale et à la complémentarité économique", a conclu le Premier ministre.

Mehdi O.

ENVIRONNEMENT :

## Benharrats prend part à la 8<sup>ème</sup> Session extraordinaire de la CMAE

La ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats a pris part par visioconférence aux travaux de la 8<sup>ème</sup> session extraordinaire de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), organisée vendredi sous le thème "Renforcer l'action environnementale pour une relance efficace de l'Afrique post-COVID", a annoncé le ministère dans un communiqué. Dans son intervention à cette occasion, Mme Benharrats a évoqué la responsabilité collective des Etats africains dans la prise des mesures cruciales pour un avenir durable aux générations futures, mettant l'accent sur l'importance d'appuyer les engagements pris lors de cette session par un plan d'ac-

tion coordonné et le financement nécessaire, lit-on dans le communiqué. Pour la ministre, "la vision commune des pays africains permettra au continent de mobiliser son capital naturel et ses ressources humaines en faveur de sa population". Abordant les engagements de l'Algérie en la matière, la ministre a déclaré : "nous poursuivons les efforts pour protéger notre environnement et ressources naturelles et à travailler avec les partenaires pour coordonner l'action aussi bien pour le continent africain que la planète". Selon la même source, cette session vise à coordonner les efforts africains et renforcer les mesures au profit de la nature afin de réaliser les objectifs du développement durable (ODD), une occasion

"pour trouver un terrain d'entente en vue de la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15), qui se tiendra en Chine". Il s'agit également de proposer un projet pour le développement et la mise en œuvre du programme de relance Vert pour l'Afrique ainsi que des préparatifs de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Le CMAE se veut une tribune offerte aux ministres africains de l'environnement pour élaborer et coordonner au mieux leurs activités et programmes avec une dynamique positive pour la collaboration commune.

Malika R.

MAE :

## Boukadoum reçoit son homologue italien Luigi Di-Maio

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a reçu samedi à Alger, le ministre italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Luigi Di-Maio, qui effectue une visite de travail de deux jours en Algérie. L'audience s'est déroulée au siège du ministère des Affaires étrangères. Elle a été élargie par la suite aux membres des deux délégations. Il s'agit de la deuxième visite de M. Di-Maio à Alger, au titre de l'année 2020. Elle s'inscrit dans le cadre de "la consolidation des liens d'amitié et de coopération entre l'Algérie et l'Italie", a précisé le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. Cette visite constituera, également, "une occasion de passer en revue les axes prioritaires de la coopération bilatérale et d'examiner l'agenda des grandes échéances à venir, notamment la tenue, au cours de l'année 2021, de la 4<sup>ème</sup> réunion de Haut niveau". Les questions d'actualité régionales et internationales, en particulier, l'évolution récente au Sahara occidental ainsi que la situation en Libye et au Mali, figureront également à l'ordre du jour des entretiens entre les chefs de la diplomatie des deux pays.



R.N.

L'ÉCRIVAIN-POÈTE TAHER BOUSBAA AU MAGHREB DE L'ÉCONOMIE:

# "La prise en charge des personnes aux besoins spécifiques devrait se faire via l'exécution de la loi et non par pitié"

Rencontré en marge de la célébration de la Journée mondiale des personnes aux besoins spéciaux, coïncidant avec le 03 décembre de chaque année, l'écrivain-poète et juriste de formation Taher Bousbaa, toujours arborant un sourire étincelant, nous a parlés à cœur ouvert sur la situation sociale de cette frange vulnérables, selon sa vision et son militantisme au sein des associations, surtout celle des personnes atteintes de la dystrophie musculaire dont il souffre depuis son jeune âge et ses séquelles lui ont provoqué l'immobilité le rendant dépendant en permanence d'une chaise roulante.

**PROPOS RECUEILLIS PAR ABDELOUAHAB FERKHI DE MILA**

**- LE MAGHREB DE L'ÉCONOMIE :**  
Comment voyez-vous la situation actuelle des personnes aux besoins spéciaux, surtout dans les circonstances actuelles de pandémie et une nouvelle Constitution ? Quels acquis avez-vous arrachés ?

**-TAHER BOUSBAA:**

Les personnes aux besoins spéciaux sont acculés aux ultimes retranchements de la condition humaine en menant une existence qui ne satisfait personne avec toutes les souffrances qu'endurent au quotidien, surtout au niveau des régions enclavées, communément appelées les zones d'ombre, où même les sains y sont marginalisés et privés des moindres conditions d'une vie décente. Ces personnes trouvent une grande difficulté dans leur accès aux structures éducatives, culturelles, sanitaires, de formation et religieuses par manque de transport et d'accessibilité. Livrées à elles-mêmes dans la majorité des cas, ces personnes restent privées du transport, si sous d'autres cieux le transport en commun leur est adapté, l'environnement

demeure inadéquat et inadapté à leur déficiences motrices surtout, elles trouvent trop de difficultés dans leur déplacement pour diverses raisons, notamment les études scolaires qui nécessitent des classes adaptées à leur handicap. La problématique de l'accessibilité, évoquée par nos associations à maintes occasions, demeure entière, ce qui nous empêche d'accéder facilement aux différents espaces utiles.

Ce qui entrave leur intégration sociale. Ce point important a été soulevé, ce jeudi, par le premier ministre qui a insisté sur l'intervention des pouvoirs publics afin de leur faciliter l'accès aux différentes administrations publiques, nécessaire pour qu'elles puissent mener une vie, du moins, qui soit normale, et jouir de tous les droits décrétés par les différentes lois de la République et les conventions internationales des droits humains prémunissant cette frange sensible et fragile. L'actuelle crise sanitaire de la pandémie a accentué de mal en pis leur souffrance.

Et pour ce qui est de la nouvelle Constitution dernièrement amendée, celle-ci a perdu un précieux texte dans l'article 72 : "l'Etat s'engage à garantir l'intégration des personnes aux besoins spéciaux dans la vie sociale". Mais ce texte de loi reste insuffisant car on s'attendra à

la promulgation de nouvelles lois qui incriminent la ségrégation basée sur le handicap de la personne que j'ai personnellement proposées lors des débats visant l'enrichissement de la mouture constitutionnelle en tant que membre du Bureau national de l'association nationale des personnes atteintes de dystrophie musculaire.

**Quel avenir et quelles ambitions peuvent avoir cette frange en Algérie ?**

Le souhait qu'ambitionne toujours cette frange sociale demeure la préservation de leur dignité au sein d'une Algérie nouvelle, nous l'espérons respecter leur humanité, leurs droits légitimes, malgré la promulgation de quelques lois les protégeant, afin d'assurer leur intégration sociale, mais la réalité est tout à fait différente du moment que ces lois ne restent que sur le papier.

Et ce, malheureusement par manque de mécanismes d'application, sous forme de décrets exécutifs. On espère tout de même que nos responsables soient plus consciencieux et rigoureux pour ce qui est de la cause de ces personnes aux besoins spéciaux qui endurent la double souffrance de la maladie et du mépris social. Prendre en charge cette frange devrait se faire par la loi et non pas par pitié car le



vrai handicapé est celui qui a un handicap intellectuel." On est optimiste et on s'attend au meilleur avec la prochaine promulgation de nouvelles lois régissant la situation sociale des personnes aux besoins spéciaux qui seront adoptées dans les mois prochains, s'avérant une obligation pour ne pas être soumises au tempérament des uns et des autres et leur manque de conscience.

A. F.

RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN :

## Salah Goudjil revient à la charge

**PAR : AMMAR ZITOUNI**

Le président du Conseil de la nation par intérim, M. Salah Goudjil, a rejeté une fois de plus les tentatives du Parlement européen (PE) d'interférer dans les affaires intérieures de l'Algérie. M. Goudjil, a reçu jeudi une communication téléphonique du président du Sénat de la République Française, M. Gérard Larcher au cours de laquelle il a exprimé le refus de l'Algérie de "toute ingérence dans les affaires internes de quelle que nature soit-elle. Dans la foulée de la résolution adoptée par le PE sur la situation des droits de l'Homme en Algérie, indique un communiqué du Conseil de la nation. M. Salah Goudjil a fait part à son interlocuteur M. Gérard Larcher du refus de l'Algérie de "toute ingérence dans ses affaires internes de quelle que nature soit-elle, insistant sur le fait que la résolution adoptée par le PE sur la situation des droits de l'Homme en Algérie est "un acte en totale contradiction avec la pratique parlementaire", précise la même source. Il a ajouté qu'il n'était "pas sans bénéficier du soutien occulte de la part de groupes d'intérêts, de lobbies, de partis politiques et d'entités qui œuvrent à parasiter les relations de l'Algérie avec ses partenaires, ainsi que le processus

démocratique dans lequel elle s'est engagée et l'entrave de toutes les démarches entamées en matière de réformes et de changements auxquels aspire le peuple algérien". Les entretiens entre les Présidents des deux Chambres ont permis par ailleurs de passer en revue les relations parlementaires entre le Conseil de la nation et le Sénat français. Les deux parties ont exprimé leur volonté commune d'accorder à ces relations "plus d'intérêt" et de les étendre à des horizons "plus vastes" à travers notamment, l'optimisation des mécanismes de concertation et de coordination prévus par le protocole de coopération bilatérale, signé entre les deux parties en septembre 2015 à Alger, afin d'accompagner la coopération souhaitée par les deux pays et gouvernements dans divers domaines, dans "le strict respect" des intérêts mutuels des deux peuples et des deux pays, conformément aux démarches, aux efforts et aux orientations des leaders des deux pays, M. Abdelmadjid Tebboune, président de la République et M. Emmanuel Macron, président de la République française.

Les entretiens entre les présidents des deux chambres parlementaires ont par ailleurs, englobé d'autres questions et dossiers entre autres, les répercussions de la propagation de la

pandémie du coronavirus, l'islamophobie et la démocratie ainsi que, divers questions et dossiers d'intérêt commun. Il s'agit principalement de l'évolution des situations aux niveaux local et régional à l'instar de la lutte antiterroriste, le tarissement de ses sources de financement à travers la concrétisation de la criminalisation du paiement des rançons, le processus de règlement de la crise libyenne, la situation au Mali et les derniers développements connus par la question du Sahara occidental et "les souffrances endurées" par le peuple sahraoui, "la répression et l'injustice qu'il subit et le déni de ses droits légitimes". A cet égard, le président du Conseil de la nation par intérim a réitéré à son interlocuteur, la position de "principe et immuable" de l'Algérie vis-à-vis de la question sahraouie qui "est et demeure une question de décolonisation", rappelant le "droit indéniab" du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Dans ce contexte, M. Salah Goudjil a appelé les instances internationales en général et le Conseil de sécurité de l'ONU en particulier "à assumer leurs obligations afin de trouver une solution juste et équitable à cette question".

Le président du Conseil de la nation par intérim dans sa conversation téléphonique avec le président du Sénat français est

allé droit au but pour dénoncer la collusion entre le PE avec des groupes d'intérêts, des lobbies, de partis politiques et d'entités qui, œuvrent à parasiter les relations de l'Algérie avec ses partenaires, ainsi que le processus démocratique dans lequel elle s'est résolument engagée et l'entrave de toutes les démarches entamées en matière de réformes et de changements auxquels aspire le peuple algérien". Dans ce contexte, la seule signification du contenu de la résolution du PE c'est qu'elle est une ingérence abominable dans les affaires intérieures de l'Algérie, à travers une campagne systématique d'agression de PE avec la complicité de diverses parties hostiles à l'Algérie et à son peuple. Elle est aussi un acte en totale contradiction avec la pratique parlementaire tout en constituant une violation flagrante des normes internationales du droit international. Elle met aussi en échec les efforts de l'Algérie en faveur du dialogue politique comme mécanisme pour promouvoir une coopération saine avec les institutions européennes.

**LE TEMPS EST À LA MOBILISATION CONTRE LA PROPAGATION DE LA COVID-19**

La réaction des Algériens sur cette tentative d'ingérence du PE dans les affaires internes du

pays, met l'accent sur le fait que les Européens cherchent à provoquer un conflit social en Algérie pour faire régner à nouveau la violence et le statu quo afin de favoriser certains politiques locaux subordonnés à leurs intérêts via une politique belliste et déstabilisatrice contre la Nation algérienne. Une nation qui attend des nouvelles réformes l'occasion de déterminer son destin. C'est aussi un peuple qui est résistant, mature et qui n'échangera jamais sa liberté intérieure contre une ingérence étrangère. "La démocratie est le droit souverain d'une Nation, et le non-droit d'ingérence étrangère de nature qu'elle soit, encore moins d'un PE connexité en continu avec les ennemis de la Patrie". Le PE dans sa tentative d'ingérence pour le moins illusoire oublie que la dignité et la prospérité de l'Algérie sont essentielles pour l'ensemble du peuple, et elles sont probantes grâce à une diplomatie qui s'appuie sur la souveraineté nationale, sur la volonté politique couplées à la résilience ; de fait la politique extérieure de l'Algérie travaille en continu à empêcher tout "consensus" régional impérialo-colonial des puissances occidentales qu'elle estime contraire aux intérêts de la région car animées par une logique de domination.

A. Z.



MENAÂ :

## Le lancement des festivités officielles du nouvel an amazigh 2971

Le secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), El Hachemi Assad, a annoncé mercredi à Batna que le lancement des festivités nationales officielles du nouvel an amazigh yennayer 2971 aura lieu à Menaâ (wilaya de Batna). Dans une conférence de presse animée au siège de la wilaya en présence du wali, Si El Hachemi Assad a indiqué que le début des festivités aura lieu le 9 janvier 2021 à Menaâ avec une visite pour la région de Bouzina, expliquant ce choix par "la richesse du patrimoine culturel matériel et immatériel de cette région". La manifestation qui se poursuivra au 13 janvier verra l'organisation avec la participation d'associations de la région d'expositions d'artisanat, de livres, de produits multimédias en langue amazighe en plus d'une opération de reboisement de 1000 plants d'arbres à Menaâ, selon la même source. La salle de conférences de Menaâ accueillera le 9 janvier un séminaire sur "la culture amazighe entre créativité et réceptivité dans les arts (cinéma, théâtre, arts plastiques et musique) qui sera organisé conjointement par l'université Batna -2, le laboratoire de recherche sur les esthétiques visuelles dans les pratiques artistiques algériennes et la faculté des lettres arabes et des arts de l'université Abdelhamid Benbadis de Mostaganem. Le programme prévoit aussi l'inauguration d'une fresque à Menaâ et le départ au terme de ces activités d'une caravane d'artistes et écrivains de la wilaya de Batna en direction d'Alger pour participer à la cérémonie de remise du prix du président de la République de la langue et de littérature amazighes prévue le 12 janvier au centre international des conférences Abdelatif Rahal. Ce prix est un acquis majeur obtenu en 2020 avec l'aval du président de la République Abdelmadjid Tebboune, a souligné Si El Hachemi Assad. Relevant que les préparatifs de ces festivités ont débuté depuis plusieurs mois au niveau du HCA, le même intervenant a évoqué les activités du HCA adaptées à la conjoncture de la pandémie du Covid-19. Il a également souligné la publication de l'encyclopédie amazighe avec la contribution de compétences algériennes spécialisées dans la langue et la culture amazighes. Si El Hachemi a indiqué avoir rencontré durant sa visite à Batna les directeurs de plusieurs secteurs dont ceux de l'éducation, de la culture et l'université avec qui il a évoqué l'intégration de la langue amazighe localement. Le secrétaire général du HCA se rendra jeudi vers la commune de Menaâ pour s'enquérir des préparatifs de cet événement national.

BÉNI-GUECHA À MILA :

## Une région de valeur historique et thermale dans les oubliettes

**En dépit de toutes les potentialités naturelles, historiques et culturelles que recèle cette localité sise à 10 kilomètres à l'ouest de Mila avec une therme minérale naturelle d'une très grande importance thérapeutique et archéologique, malheureusement rejetées dans les oubliettes.**



Une région qui, une fois dûment exploitée, pourrait générer de la richesse et de la valeur ajoutée. C'est la raison pour laquelle, le maire de cette municipalité, enseignant universitaire de son état et d'obédience FLN, a, à maintes fois, dénoncé la négligence de cette valeureuse région, notamment la ville archéologique que sur ses décombres se trouve actuellement une bourgade dénommée Chouara. Précisant que tous ses appels sont restés sans écho vis-à-vis de la mise en valeur de cette région, malgré l'importance de ce site qui impactera positivement sur la situation socio-économique de la région et de toute l'Algérie et qui représente, selon la même source, un nouveau modèle de ville archéologique qui s'ajoute à celui du vieux Mila. Pour lui, cette mechta "Chouara" s'avère une région qui a confirmé sa distinction des autres agglomérations de la municipalité de Béni-Guecha, mais qui reste toujours le dernier souci des services de la culture et du tourisme dans la wilaya de Mila regorgeant de potentialités pareilles.

"Ce site dispose d'un ancien modèle remontant à l'époque romaine avec des murailles d'un mètre et demi de hauteur, des pierres taillées comportant de diverses gravures représentant l'époque romaine, un véritable terrain fertile de fouilles et d'investigation pour les chercheurs archéologues, faisant partie intégrante du patrimoine culturel matériel de la région et de toute l'Algérie. Le maire de cette com-

mune s'est montré très étonné de cette négligence et insouciance à l'égard de cette région affichées par les autorités compétentes, particulièrement le site de Chouara à laquelle aucun programme de développement n'a été envisagé, du moins pour la faire sortir de l'ombre, ce qui permettra à cette région de s'épanouir et de s'émerger dans un nouveau monde de prospérité et de progrès.

Ajoutant que "en plus de cette négligence vis-à-vis du site archéologique, s'affiche aussi une autre richesse inexploitée, il s'agit de la therme minérale naturelle, communément appelé "Hammam Béni-Guecha", réputé pour ses vertus thérapeutiques, surtout pour les maladies des os par sa richesse en plomb. " Cette therme reste timidement

exploitée de manière illicite, après le retrait du permis de construire à un particulier dans le cadre de l'investissement privé.

Le locataire de la mairie de Béni-Guecha a affirmé qu'il s'est adressé à plusieurs walis qui se sont succédés à la tête de cette wilaya afin d'accorder à la municipalité son exploitation afin de générer des ressources pour la commune. Il lance son appel au wali actuel pour aider la commune d'assurer son exploitation par location à un particulier ou bien sa gestion par les services communaux du moment qu'il se trouve sur une terre faisant partie du domaine de l'Etat, ne serait ce que pour créer une valeur ajoutée à cette pauvre commune.

**Abdelouahab Ferkhi.**

BATNA :

## Découverte d'une inscription libyque au site Guergour à Seriana

Une inscription libyque ancienne a été découverte récemment au site archéologique Guergour de la commune de Seriana dans la wilaya de Batna, a indiqué vendredi à l'APS, le directeur local de la culture et des arts, Omar Kabour.

Le même responsable, également chercheur universitaire et spécialiste en archéologie, a expliqué que l'importance de cette inscription, trouvée par hasard le 25 novembre dernier, est qu'elle pourrait "confirmer l'existence d'un site archéologique important dans la région de Seriana datant de la période antérieure à la présence romaine dans la région, d'autant plus qu'il s'agit de la deuxième inscription du genre, trouvée sur le même site".

"Cette inscription peut également confirmer ce que les archéologues relèvent depuis des années s'agissant des sites archéologiques de la région et le fait qu'ils n'étaient pas tous de l'époque romaine", a ajouté M. Kabour.



Il a, en outre, souligné que "cette découverte relève que les habitants de ce site ont atteint au fil des âges le sommet de la civilisation avec la maîtrise des principes de l'écriture".

Le directeur du secteur a souligné que des mesures urgentes ont été prises pour protéger l'inscription découverte, indiquant que celle-ci a été transférée à la direction de la culture et des arts après avoir pris les mesures juridi-

ques nécessaires.

Il a également rappelé que la première inscription du genre, trouvée sur le même site en 2018, est actuellement conservée au musée de la ville de Timgad. De son côté, le chef du service du patrimoine culturel de la direction de la culture et des arts de Batna, Abdelkader Bittam, a relevé que "cette inscription, découverte sur le site de Guergour pourrait être une pierre tombale".

Il a détaillé que "l'inscription contient 3 lignes de l'ancien alphabet libyen qui était répandu dans les régions d'Afrique du Nord, où la première ligne se compose de 5 lettres et la deuxième ligne contient 7 lettres, tandis que la troisième ligne a été détruite par des facteurs humains et naturels".

"Cette écriture est gravée dans son intégralité sur du calcaire. La pierre en calcaire mesure 1,41 mètre de long, 54 cm de large et 24 cm d'épaisseur", est-il indiqué.

SAHARA OCCIDENTAL :

# Lavrov appelle à la reprise des négociations entre le Maroc et le Front Polisario

**Le ministre des Affaires étrangères de Russie, Sergueï Lavrov a appelé, jeudi, les parties au conflit au Sahara occidental, le Maroc et le Front Polisario, à faire preuve de retenue et à reprendre le processus onusien.**



Dans un entretien téléphonique avec son homologue marocain, M. Lavrov a discuté des développements de la situation au Sahara occidental, face aux affrontements militaires incessants dans la région d'El Guerguerat, dans le sud du Sahara occidental, suite à la violation par le Maroc de l'Accord de cessez-le-feu le 13 novembre dernier, appelant à la retenue, au respect du cessez-le-feu et à la reprise des négociations sous l'égide de l'ONU, a indiqué un communiqué du MAE russe rapporté par l'agence Sputnik.

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, avait appelé mercredi l'Union africaine (UA) à assumer sa responsabilité face aux graves développements de la situation au Sahara occidental et aux tentatives d'imposer la politique du

fait accompli dans les territoires d'un membre fondateur de l'UA.

Dans son intervention par visioconférence lors des travaux de la 21e session extraordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine, le chef de la diplomatie algérienne a précisé que "face aux graves développements de la situation au Sahara occidental, notre organisation continentale, qui a joué un rôle constructif dans l'élaboration et l'adoption du plan de règlement onusien, ne peut pas rester en marge", soulignant que "vu l'échec total du mécanisme de la Troïka, le Conseil africain

de paix et de sécurité doit assumer la responsabilité qui lui incombe, conformément au texte de son protocole d'institution".

Après avoir affirmé que la situation actuelle au Sahara occidental "constitue une source de grande inquiétude pour l'Algérie", M. Boukadoum a prévenu qu'"outre les tentatives d'imposer la politique du fait accompli dans les territoires d'un membre fondateur de notre organisation, les violations enregistrées contre des civils dans la région d'El-Guerguerat ont posé de sérieux défis sus-

ceptibles de mettre en péril la paix et la sécurité dans toute la région".

Ces développements, a ajouté le ministre des Affaires étrangères, "interviennent au moment où le processus politique de l'ONU pour le règlement de la question sahraouie se trouve dans une impasse sans précédent qui a exacerbé les souffrances du peuple sahraoui en l'absence de perspectives de négociations politiques sérieuses permettant l'autodétermination du peuple sahraoui".

LIBYE:

## Où se trouvent les milliards disparus de Kadhafi ? Un reportage fait la lumière sur une partie de la réponse

Un film enquête réalisé par les Néerlandais Misha Wessel et Thomas Blom remet sur la table la question de la disparition de la fortune de Mouammar Kadhafi en 2011. Ils affirment qu'au moins une partie d'un montant de "12,5 milliards de dollars" se trouve en "Afrique du Sud", sous la protection de "l'ex-Président Zuma".

Depuis sa chute en 2011 suite à l'intervention illégale de l'Otan sous instigation française, le sort de la fortune du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi est resté à ce jour une énigme. Après un voyage en Libye où ils ont été frappés par la pauvreté dans laquelle baignait la population, les réalisateurs néerlandais Misha Wessel et Thomas Blom ont décidé d'enquêter au sujet de ces milliards de dollars libyens disparus de la circulation.

Après trois ans d'investigation, ces derniers en livrent les résultats dans un film digne d'un thriller policier intitulé "À la recherche des milliards de Kadhafi". En effet, selon eux, une bonne partie de cet argent a atterri en "Afrique du Sud" sous l'œil bienveillant de son "ex-Président Jacob Zuma (2009-2018)".

Dans le sillage de l'enquête, "un espion serbe" a été retrouvé mort, suite à une rencontre avec eux lors de laquelle il leur avait montré "des photos des conteneurs libyens bourrés de dollars" qui sont arrivés en

"Afrique du Sud".

### LA DÉCISION DE KADHAFI

Misha Wessel et Thomas Blom affirment dans leur film qu'en 2011 pas moins de "179 avions commerciaux libyens ont transporté des milliards de dollars vers l'Afrique du Sud dans l'opacité la plus totale". Selon eux, c'est "Mouammar Kadhafi lui-même" qui a pris cette décision de répartir son argent dans plusieurs pays dans le monde, après avoir mesuré la gravité de la situation dans son pays suite à la révolte populaire. Des collaborateurs du dirigeant libyen ont expliqué que "l'intention de Kadhafi était de sauvegarder cet argent afin de l'utiliser pour financer la guerre contre les agresseurs de son pays qu'il n'avait jamais envisagé de quitter". "Il était convaincu que cette guerre allait durer longtemps", ont-ils ajouté.

### L'AFRIQUE DU SUD, UN DES PRINCIPAUX SUSPECTS?

Les deux réalisateurs du film accusent le parti au pouvoir en Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC), d'être derrière la décision de la dissimulation de l'argent libyen d'un montant de 12,5 milliards de dollars, que seul "un effort international réussirait à ramener en Libye".

Sollicité sur cette question par la chaîne Al-Jazeera, Thomas Blom a affirmé que

"tous les indices recueillis convergent vers le fait que c'est l'ex-Président sud-africain, Jacob Zuma, qui est lui-même responsable de la séquestration des fonds libyens". A cet effet, il a appelé les dirigeants de l'ANC "à ouvrir une enquête transparente à ce sujet, afin de faire toute la lumière sur cette affaire".

### UN TÉMOIN ASSASSINE

Alors que l'opération de transfert de l'argent libyen vers l'Afrique du Sud s'était faite dans la discrétion la plus totale, Misha Wessel et Thomas Blom informent qu'un témoin oculaire ayant vu par accident l'une des opérations de déchargement "de conteneurs libyens pleins à craquer de dollars" avait réussi "à prendre des photos". Par la suite, ce même témoin a mis au courant un espion serbe qui vit dans le pays et lui a remis ces clichés. Ainsi, les réalisateurs soulignent qu'ils avaient "réussi à rencontrer l'agent serbe qui a mis à disposition ces photos". "L'espion a été assassiné quelques jours après cet entretien par deux hommes dont l'identité demeure toujours inconnue", ont-ils précisé. Enfin, le film explique que l'argent prétendument séquestré en Afrique du Sud ne constitue qu'une partie de la somme transférée en liquide sur ordre de Kadhafi dans des pays où il estimait avoir "de très influents amis".

DIRIGEANT DÉMISSIONNAIRE D'ENNAHDA (TUNISIE):

## "L'Islam politique a provoqué la division de la société tunisienne"

L'Islam politique a échoué en Tunisie, car il a "maintenu la même ligne [...] d'avant révolution ne prenant pas la mesure du changement survenu dans la société", a affirmé Lotfi Zitoun, un dirigeant démissionnaire du mouvement Ennahdha à l'agence dpa. En pleine crise interne au sein du mouvement islamiste proche des Frères musulmans\* Ennahdha en Tunisie, sur fond de dissensions politiques relatives aux questions de rénovation du parti et de sa direction, Lotfi Zitoun, un de ses dirigeants et conseiller du président Rached Ghannouchi, a déclaré que "l'Islam politique avait lamentablement échoué en Tunisie". En effet, dans une déclaration à la Deutsche Presse-Agentur (dpa), il a appelé ses confrères à faire d'Ennahdha un parti strictement national et développer une vision et un projet pragmatique loin de l'idéologie. "L'Islam politique a provoqué un état de division au sein de la société tunisienne à un moment où les revendications de la révolution étaient foulées aux pieds des politiciens", a affirmé M. Zitoun. Selon lui, le mouvement Ennahdha a échoué dans la gestion du pays durant les trois années ayant suivi la révolution de 2011. "La cause réside dans le fait que le parti a maintenu la même ligne politique d'avant révolution ne prenant pas la mesure du changement survenu dans la société", a-t-il expliqué, soulignant que ceci se greffait aussi "à son incapacité de prendre en considération les appels internes aux changements en vue de sa transformation en parti national". "L'heure est au pragmatisme et au projet", a-t-il ajouté. En conclusion, Lotfi Zitoun a affirmé qu'"à mon avis, et selon mes conclusions personnelles, les dernières années précédant le printemps arabe, l'Islam politique est devenu un facteur de division et de dissension dans les sociétés musulmanes et dans certains points chauds qui ont presque tourné en guerres civiles".

### L'AVEU DE MONCEF MARZOUKI

Dans un entretien à la chaîne qatarie Al Jazeera, l'ex-Président tunisien Moncef Marzouki qui a gouverné le pays entre 2011 et 2014 avec le mouvement Ennahdha a affirmé que "ce qui a tué la révolution en Tunisie c'est la durée de trois ans qu'a pris la transition politique". "Nous avons perdu beaucoup de temps dans les questions politiques en négligeant les questions économiques et sociales". Dans le même sens, il a affirmé que "c'est ça qui a facilité la tâche à la contre-révolution pour reprendre le pouvoir en Tunisie", a-t-il affirmé. Le même cas a été observé en Égypte. Les Égyptiens sont sortis par millions dans les rues pour demander le départ du défunt ex-Président Mohamed Morsi également issu du mouvement des Frères musulmans\*, pas pour des raisons politiques ou idéologiques, mais pour des raisons économiques et sociales.

EL WATAN :

ILS ONT GAGNÉ ILLÉGALEMENT LES CÔTES EUROPÉENNES L'ÉTÉ DERNIER :

# Des centaines de harraga expulsés d'Espagne

*Mardi, dans la soirée, un bateau de voyageurs espagnol a accosté au port de Ghazaouet, à son bord des Algériens sans papiers dont on ignore le nombre.*

Un rapatriement effectué dans un black-out total. En ce sens, que cette opération (qui sera suivie par deux autres, selon nos informations) était entourée de mesures sécuritaires drastiques, empêchant toute personne d'approcher de l'infrastructure portuaire. Voulant nous informer sur le nombre d'expatriés, nous nous sommes retrouvés face à un mur de silence inexplicable. Aucune autorité n'a souhaité nous entretenir sur ce sujet. Des harraga, qui ont réussi à téléphoner à leurs proches, ont déclaré être "arrivés à Ghazaouet", mais ignoraient tout de la suite, avant que leurs téléphones ne soient mis en "mode éteint". Et encore une fois, ce sont nos sources de l'étranger qui nous ont éclairés : le média ibérique ABC, dans la même journée, a indiqué que "l'Algérie commence à accepter les immigrants de retour d'Espagne". Le quotidien El Pais, rapportant les propos du ministre de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, dans son édition du 2 décembre 2020, a confirmé que "l'Algérie est le troisième pays d'Afrique du Nord à accepter à nouveau des expulsions, après le Maroc et la Mauritanie...". Le ministère espagnol de l'Intérieur a, à son tour, rapporté "le retour en Algérie a été activé ces derniers



jours avec le rapatriement d'un premier groupe d'immigrants qui se trouvaient au Centre pour l'internement des étrangers (CIE) de Barcelone et il est attendu, comme pour le reste des pays d'Afrique du Nord, que le taux de retours augmente en "situation d'urgence". Avec ces premières expulsions, l'Algérie devient ainsi le "troisième pays d'Afrique du Nord, après le Maroc et la Mauritanie, à reprendre cette ligne de collaboration avec l'Espagne après les dernières démarches entreprises par le ministre de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska devant les autorités algériennes", selon cette dernière source. Depuis le début de l'année 2020, l'immigration irrégulière algérienne en Espagne a augmenté de 606%. Au 6 sep-

tembre dernier, 5343 Algériens ont été appréhendés sur les côtes du sud de la péninsule ibérique. Sans compter ceux qui ont réussi à se faufiler entre les mailles du filet et qui ne figurent donc pas dans le décompte officiel d'immigré irréguliers. Commentant des expulsions massives, Youcef Benkaaba, avocat et membre de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, spécialisé dans la question migratoire (bureau de Tlemcen), estime que "l'opération d'expulsion des harraga s'est conclue selon un accord entre l'Algérie et quelques pays européens, seulement nous en ignorons les justifications et les détails, comme nous ne connaissons pas les conditions humanitaires qui ont entouré cette opération, surtout en cette

période de pandémie. Et cela, malgré nos doléances auprès des autorités concernées, lesquelles ont fermement refusé de nous entretenir sur ce sujet. Leur prétexte étant de terminer les procédures légales.

Des familles de harraga sont inquiètes. A l'heure où je parle (jeudi), ils ignorent où sont leurs enfants. Nous souhaitons que les autorités de notre pays coordonnent avec les organisations humanitaires et celles des droits de l'homme pour connaître le sort de ces harraga et pour éclairer l'opinion nationale sur leur situation juridique".

Selon les dernières informations, ces expulsés ont été déferés devant les parquets de Ghazaouet et de Nedroma, 11 km plus loin.

LE SOIR D'ALGÉRIE

EFFET COLLATÉRAL DE L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

## Le commerce florissant de l'oxygène

Le nombre toujours croissant des cas de décès dus au Covid-19 a ouvert la brèche à un nouveau business florissant en temps de crise sanitaire. L'alerte lancée instantanément après la saturation des hôpitaux a engendré une forte hausse de la demande en ligne sur cet élément chimique devenu si précieux : "l'oxygène". En forme de concentrateur ou de bouteille, l'oxygène destiné aux personnes présentant des difficultés respiratoires constitue aujourd'hui le fonds d'un commerce en plein essor.

Sur les réseaux sociaux ou sur les plateformes de vente en ligne, les appareils d'oxygénothérapie se vendent et se louent comme n'importe quel autre produit, à des prix dépassant parfois l'entendement. Le nombre d'hospitalisations qui ne cesse d'accroître a fait naître chez la population un sentiment de peur. Faute de place dans les hôpitaux, tous les moyens sont bons pour acquérir une bouteille d'oxygène pour sauver la vie d'un proche ou d'un ami, quitte à y mettre le prix.

La ruée des citoyens sur l'oxygène se traduit actuellement par le foisonnement des annonces proposant des bouteilles d'oxygène à la vente ou à la location, sur les réseaux sociaux notamment. Pourtant, à moins de faire partie des biens nantis, les prix affichés sont loin d'être à la portée de tous.

Par exemple pour se procurer une bouteille de 3 litres qui correspond à 8 heures d'inhalation,

il faudra payer en contrepartie la somme de 105?000 dinars.

L'appareil de condensateur d'oxygène est encore plus inaccessible. Il est cédé sur Marketplace à 25 000 DA. De nombreux vendeurs d'équipement médical confirment que ces appareils font l'objet d'une importante demande, depuis des semaines. "Leurs prix varient d'une marque à une autre", révèle l'un d'eux. Celui-ci explique les raisons de la hausse des prix de ces appareils par les coûts de transport. "Les importateurs déboursent au moins 3 millions de DA car ces appareils sont acheminés par avion sans compter d'autres frais."

Par ailleurs, sur leur commercialisation en ligne, ce vendeur soutient qu'à en juger par les prix exorbitants affichés sur les annonces, "il est évident que la spéculation constitue le socle de ce business fructueux". D'autant plus que beaucoup de citoyens achètent de l'oxygène à titre préventif. Ce dernier estime qu'il y aura toujours des individus pour tirer profit de pareille situation. Chose qui peut s'avérer dangereuse, dit-il, quand il s'agit de personnes qui n'ont aucun lien avec le milieu médical. "Comment savoir que ces machines qu'on loue sont stérilisées dans les normes?", s'interroge-t-il.

Le même vendeur conviendra d'un, autre côté, que face au manque de place dans les hôpitaux et à la montée du nombre de décès

causés par le Covid, il est tout à fait normal que les citoyens se rabattent sur l'achat ou la location de ce type d'appareils, peu importe le prix.

Un autre vendeur installé à Belouizdad dénonce les prix de certains de ces appareils qu'il juge "outrageants". "Notre marge de bénéfice est beaucoup moins importante pour nous qui n'importons que pour ces revendeurs", témoigne-t-il. Il reconnaît que cette situation émane de la forte explosion de la demande sur ce type de matériel. Il fera d'ailleurs état de la difficulté de certains vendeurs à se procurer ces appareils, du fait d'une rude concurrence. Il pointera également du doigt les spéculateurs qui stockent ces appareils afin de renchérir les prix.

Du côté de l'opinion publique, d'aucuns voient ces annonces comme une bénédiction. Au vu des conditions "pas très rassurantes" qui prévalent dans les unités de soins intensifs, une partie de la population préfère se procurer en un seul clic de l'oxygène afin de prendre en charge son parent à domicile. Beaucoup de vies ont été sauvées grâce à cela. Car, dans tout ça, il faut aussi savoir que des associations ou tout simplement des citoyens philanthropes font des annonces qui offrent gratuitement des bouteilles d'oxygène aux personnes qui ne peuvent s'en procurer avec de l'argent.

XINHUANET

**L'envoyé spécial du président chinois fait des propositions en quatre points pour aider l'Afrique à surmonter les difficultés**

Wang Yi, envoyé spécial du président chinois Xi Jinping, a présenté des propositions en quatre points pour aider l'Afrique à surmonter les difficultés, alors que la pandémie de COVID-19 affecte profondément la politique et le développement économique et social des pays africains.

M. Wang a fait ces remarques lors d'une réunion de haut niveau sur la coopération entre les Nations unies (ONU) et l'Union africaine (UA), initiée par l'Afrique du Sud, qui occupe la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU en décembre.

La pandémie de COVID-19 a aggravé la crise mondiale et profondément affecté la politique et le développement économique et social des pays africains, et la paix et la sécurité de l'Afrique sont confrontées à une série de nouveaux défis, a déclaré M. Wang, conseiller d'Etat et ministre des Affaires étrangères de la Chine, lors de la réunion tenue par liaison vidéo.

L'ONU doit activement prendre des mesures pour aider l'Afrique à surmonter les difficultés, a noté M. Wang. Dans ses propositions en quatre points, il a mis l'accent sur la solidarité dans la lutte contre la pandémie et le soutien au peuple africain afin de construire une ligne de défense pour la santé et la sécurité, construire un territoire pacifique et stable, ouvrir une vision de prospérité commune et partager les fruits de la gouvernance mondiale.

La Chine continuera à soutenir fermement le peuple africain pour qu'il embrasse la paix, à aider les pays africains à prendre le train de la modernisation et à défendre les pays africains sur la scène internationale, a indiqué M. Wang.

"La Chine est prête à travailler main dans la main avec l'Afrique pour construire une communauté de destin sino-africaine plus étroite", a-t-il ajouté.



USA

Donald Trump en Géorgie pour l'élection sénatoriale: message brouillé, stratégie risquée

Donald Trump en campagne dans le Sud des États-Unis pour soutenir des candidats républicains? Sur papier, la formule est gagnante. Mais depuis sa défaite, qu'il n'a pas reconnue, le président américain sème la confusion, et son camp s'inquiète. L'enjeu est énorme: l'élection partielle du 5 janvier dans l'État de Géorgie déterminera la couleur politique du Sénat et, par ricochet, une grande partie du début de mandat de Joe Biden, tant les votes de la chambre haute sont cruciaux. Si les républicains perdent les deux sièges en jeu, le Sénat sera à 50-50, ce qui reviendrait à une victoire démocrate, car la vice-présidente Kamala Harris serait alors, comme le prévoit la Constitution, placée dans un rôle d'arbitre. Depuis l'élection, remportée par Joe Biden, Donald Trump tente de jeter le discrédit sur le système électoral américain, sans apporter d'éléments concrets, mais en relayant des rumeurs infondées et des théories du complot. En dépit d'une avalanche de revers judiciaires, il n'a pas changé de ton depuis un mois. Dans un message vidéo décousu de 46 min diffusé mercredi, il a une nouvelle fois dénoncé les "forces corrompues" qui se seraient rendues coupables de fraudes "massives". Dans ce contexte, son appel à se mobiliser dans les urnes pour soutenir les sénateurs républicains David Perdue et Kelly Loeffler pourrait perdre en puissance. Donald Trump est attendu samedi à Valdosta, dans le sud du "Peach State" où l'élection présidentielle fut extrêmement serrée: Joe Biden l'a emporté avec quelque 13 000 voix d'avance. Sa capacité à galvaniser les électeurs est, incontestablement, son atout maître, et l'estrade de campagne reste son terrain de jeu favori. Mais l'équation est cette fois plus compliquée, le pari plus risqué. Quel sera le discours de ce président qui ne gouverne presque plus et qui a promis d'utiliser "125%" de son énergie à démontrer qu'il n'a pas perdu l'élection du 3 novembre?

PARLERA-T-IL DE SES GRIEFS, OU DE L'ENJEU DU SÉNAT? DIRA-T-IL "TOUT EST TRUQUÉ!" OU "ALLEZ VOTER!"?

Certains, dans son camp, redoutent que les électeurs restent chez eux en estimant que les dés sont pipés, ou que ses plus fervents partisans refusent de voter pour les deux sénateurs sortants, jugeant qu'ils n'ont pas soutenu avec assez d'allant leur président dans sa croisade. Lin Wood, l'un des avocats appartenant à la nébuleuse ayant mené des actions en justice en Géorgie pour contester la victoire de Biden, est allé jusqu'à appeler à ne pas voter lors d'"une autre élection frauduleuse", avant de tenter de rectifier le tir quelques jours plus tard.

INSULTES ET TENSIONS

"J'irai en Géorgie pour un grand meeting de campagne pour soutenir nos deux formidables sénateurs républicains, David et Kelly", a tweeté le président américain. "Nous devons travailler dur pour nous assurer qu'ils l'emportent." "Je suis si fière d'avoir le soutien de notre président et enthousiaste à l'idée de l'accueillir de nouveau en Géorgie!", a répondu Kelly Loeffler. Mais les tensions sont réelles dans la famille républicaine. D'autant que le locataire de la Maison-Blanche s'est montré d'une agressivité inouïe envers plusieurs responsables du Grand Old Party de l'État, surtout envers le gouverneur, Brian Kemp. "Il n'a absolument rien fait. J'ai honte de l'avoir soutenu", a-t-il lancé, furieux qu'il n'ait pas désavoué le secrétaire d'État local, Brad Raffensperger, lui aussi républicain, et qui a validé le résultat du scrutin. L'attitude du gouverneur samedi sera observée avec attention: accueillera-t-il Donald Trump à sa descente de son Air Force One? Les deux hommes s'afficheront-ils ensemble?

CHINE :

Pékin dénonce des restrictions de voyage imposées par les Etats-Unis aux membres du PCC

La Chine a fustigé jeudi l'adoption par Washington de nouvelles règles, plus strictes, limitant l'entrée des membres du Parti communiste chinois (PCC) aux États-Unis, estimant qu'il s'agissait d'une escalade.



Ces nouvelles restrictions, entrées en vigueur mercredi, limitent la durée des visas pour les membres du PCC et leur famille immédiate à un mois, et ne leur permettent plus qu'une seule entrée dans le pays, selon le "New York Times", qui cite le Département d'État. "Pendant des décennies, nous avons permis au PCC un accès libre et sans entraves aux institutions et aux entre-

prises américaines, alors que ces mêmes privilèges n'ont jamais été étendus librement aux citoyens des États-Unis en Chine", a affirmé un porte-parole du département d'État, cité par le "New York Times". Les demandeurs de visas pouvaient obtenir par le passé des visas de visite valables pour dix ans. Selon le journal, les nouvelles restrictions pourraient théoriquement s'appliquer à environ 270 millions de personnes en comptant les

familles. Le PCC compte plus 91 millions de membres. Une porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hua Chunying, a dénoncé une "escalade". "Aux États-Unis, certaines forces antichinoises extrêmes, motivées par un fort parti pris idéologique et une mentalité de Guerre froide profondément enracinée, oppriment politiquement la Chine", a-t-elle affirmé devant la presse. Les tensions sont vives entre la Chine et les

États-Unis qui s'affrontent dans plusieurs domaines (rivalité économique et technologique, droits de l'Homme, gestion de la pandémie notamment). Washington a par ailleurs diminué cette année le nombre d'accréditations pour les journalistes chinois travaillant aux États-Unis pour des médias d'État. L'administration Trump a également renforcé l'encadrement d'organes de presse chinois sur son territoire, estimant qu'il s'agissait d'organes "de propagande". En représailles, les autorités chinoises ont expulsé cette année une quinzaine de journalistes américains de plusieurs grands journaux, dont le "New York Times". L'administration Trump a également révoqué les visas de plus d'un millier d'étudiants et chercheurs chinois soupçonnés d'espionnage aux États-Unis. Pékin avait réagi en dénonçant "une persécution politique et une discrimination raciale".

TURQUIE :

Deux journalistes russes arrêtés en Turquie pour trois jours

L'administration d'Istanbul a confirmé l'arrestation le 3 décembre de deux journalistes de la chaîne de télévision russe NTV, annonçant que leur détention serait prolongée pour une période de trois jours. Moscou a demandé des informations supplémentaires à Ankara. Deux journalistes de la chaîne de télévision russe NTV, Alexeï Petrouchko et son cameraman Ivan Malychkine, arrêtés à Istanbul où ils tournaient un reportage, resteront en détention pendant trois jours, a annoncé ce vendredi 4 décembre l'administration d'Istanbul. "L'enquête continue et la durée de leur détention a été prolongée de trois jours sur ordre du parquet", a indiqué l'administration dans un communiqué. Selon les autorités, deux Russes ainsi qu'un Turc ont procédé à des prises de vue

sans autorisation non loin d'un centre de développement de drones. Ils ont été arrêtés par des agents de la direction régionale de la sécurité le 3 décembre, à 10h30. L'ARRESTATION DES JOURNALISTES Le matin du 3 décembre, MM.Petrouchko et Malychkine ont informé leur rédaction que des inconnus les avaient abordés à Sanayi, une banlieue d'Istanbul, et qu'ils les emmenaient vers une destination inconnue. Le soir-même, Alexeï Petrouchko a envoyé un texto indiquant qu'ils étaient toujours retenus, selon la chaîne NTV. Les deux hommes sont injoignables depuis ce moment. Le ministère russe des Affaires étrangères a plus tard confirmé l'absence de contact avec les journalistes. "L'ambassade de Russie à

Ankara et le consulat général de Russie à Istanbul sont en contact avec les autorités turques, cherchant à obtenir des informations sur leur éventuelle détention et à déterminer où se trouvent les journalistes. Nous comptons sur une assistance rapide du côté turc", a indiqué le ministère dans un message sur Facebook.

UN REPORTAGE TOURNÉ PRÈS D'UN CENTRE DE DRONES

Un représentant du ministère turc des Affaires étrangères a plus tard expliqué à Sputnik que les journalistes avaient essayé de filmer à proximité du siège de la société Baykar SA qui produit des drones. Il est interdit de prendre des photos ou des vidéos sur ce site sans autorisation spéciale. L'état de santé des journalistes est "normal", selon la même source.

YÉMEN:

Huit morts dans un bombardement sur un site stratégique à Hodeida

Au moins huit personnes ont été tuées dans le bombardement d'un complexe industriel dans le port stratégique de Hodeida, dans l'ouest du Yémen en guerre, a annoncé vendredi le gouvernement, accusant les rebelles Houthis soutenus par l'Iran. Les combats se multiplient autour et dans la ville portuaire, où une trêve fragile négociée par les Nations unies a évité par le passé des violences entre le gouvernement

yéménite, soutenu depuis 2015 par une coalition militaire emmenée par l'Arabie saoudite, et les rebelles Houthis. Le ministre yéménite de l'Information, Mouammar al-Iryani, a dénoncé une "attaque terroriste répugnante" jeudi sur le complexe industriel, selon l'agence de presse officielle Saba. Selon lui, huit travailleurs ont été tués et 13 blessés. Des sources médicales ont indiqué à l'AFP que le bilan s'élevait

au moins à dix morts. La mission des Nations unies pour l'appui à l'accord de Hodeida a également condamné l'attaque visant le port, principal point d'entrée de l'aide humanitaire au Yémen. "Les meurtres de civils doivent cesser", a-t-elle indiqué jeudi, pressant toutes les parties en conflit à maintenir le cessez-le-feu. Selon l'ONU, 74 civils ont été tués ou blessés dans la province de Hodeida en octobre, en pleine recrudescence des

violences. Fin novembre, huit civils parmi lesquels cinq enfants avaient trouvé la mort lors d'un bombardement dans cette région côtière. Depuis le début de la guerre au Yémen, des dizaines de milliers de personnes, en majorité des civils, ont été tuées et des millions d'autres déplacées. La guerre au Yémen dure depuis six ans et a engendré la pire crise humanitaire au monde, selon les Nations unies.

VACCIN CONTRE LE COVID-19 :

# Des inégalités déjà annoncées entre les pays

**La course au vaccin contre le coronavirus semble être dans la dernière ligne droite. Mais déjà, des inégalités se dessinent en termes de disponibilité. Si certains prévoient une vaccination dès fin décembre, d'autres devront attendre.**



Parmi pays les plus riches, quelques inégalités dans l'emploi du temps sont déjà en train de se dessiner. Pour le moment, les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont fait part de leur intention de lancer leur campagne de vaccination dès la fin de l'année 2020.

Selon The Telegraph, le Royaume-Uni pourrait d'ailleurs donner sa validation au vaccin du laboratoire Pfizer-BioNTech dès cette semaine, avant même les États-Unis. Le Service national de Santé britannique se tiendrait même prêt à commencer la campagne dès le 1er décembre. Le gouvernement prévoit de vacciner cinq millions de personnes d'ici la fin de l'année. Selon le Daily Mail, tous les adultes du pays pourraient être vaccinés dès la fin du mois de janvier ! Ce qui ferait du Royaume-Uni le pays le plus avancé sur la question.

De l'autre côté de l'Atlantique, le chef du programme de vaccination américain, Moncef Slaoui, a affirmé dans une interview accordée à CNN que les premiers vaccins pourraient se faire dès le "11 ou le 12 décembre". L'idée étant de vacciner 20 millions de personnes d'ici la moitié ou la fin du mois de décembre, et de toucher 70% de la population d'ici mai.

**LE ROYAUME-UNI TRÈS EN AVANCE**

**L'ALLEMAGNE ET L'ESPAGNE, CHAMPIONS**

DE L'UE

Au sein de l'Union Européenne, le Comité européen pour l'évaluation des médicaments à usage humain (CHMP), intégré à l'Agence européenne des médicaments, examine les données des laboratoires au fur et à mesure qu'il les reçoit. Lorsque les essais seront terminés, une demande complète sera soumise. Si le CHMP émet un avis positif, la Commission Européenne pourra accorder l'autorisation de mise sur le marché, rappelle Le Figaro. Emer Cook, la cheffe de l'Agence européenne des médicaments, a assuré à Politico qu'elle espérait cette autorisation d'ici la fin de l'année.

Et deux pays s'y préparent déjà activement : l'Allemagne et l'Espagne. ? en croire le ministre de la Santé d'outre-Rhin, Jens Spahn, ils sont les deux premiers de l'UE à avoir un plan de vaccination complet et prêt à être lancé. Si l'Allemagne a l'intention de lancer les opérations dès la fin de l'année 2020, l'Espagne ne devrait commencer qu'en janvier. Le Premier ministre, Pedro Sanchez, a précisé qu'il espérait voir une "quantité substantielle" de sa population vaccinée d'ici le milieu de l'année prochaine, comme le précise Le Figaro. Le plan sera présenté en Conseil des ministres ce mardi 24 novembre.

LA BELGIQUE À LA TRAINE

D'autres pays de l'Union Européenne sont un peu plus à la traîne. Pour l'heure, la France n'a pas avancé de date précise pour le lancement de sa campagne, misant sur la prudence alors que les phases de test sont encore en cours. Il reste de toute façon quelques étapes à franchir en termes d'organisation. Dans un premier temps, la Haute Autorité de Santé rendra un avis définitif sur le public jugé prioritaire d'ici la fin du mois de novembre. Ensuite, elle planchera sur la mise en oeuvre du futur plan de vaccination au cours du mois de décembre, précise Le Figaro.

L'Italie aussi se veut prudente. Le pays, qui a été le premier de l'Europe à subir l'épidémie au printemps dernier, devrait lancer la vaccination à la fin du mois de janvier, en ciblant en priorité les soignants et les personnes âgées, puis les plus fragiles. Domenico Arcuri, le commissaire du gouvernement italien pour la crise Covid-19, espère qu'une partie importante de la population pourra être vaccinée d'ici l'automne 2021, selon France Inter.

Quant à la Belgique, elle serait très en retard sur le sujet, à en croire RTL Infos, puisqu'aucun plan de vaccination n'est pour l'heure sur pied dans le Plat pays. Une task force, créée mi-novembre, est cependant à l'oeuvre et devrait pouvoir proposer un premier projet d'ici la fin du mois.

À l'inverse, la Chine aurait pris une avance considérable, sans attendre la fin des essais cliniques. Selon France Info, le pays aurait déjà vacciné plus d'un million de personnes. Certains sont des ressortissants - notamment les étudiants partis à l'étranger et les travailleurs amenés à voyager - d'autres sont des personnes ayant accepté de participer aux essais dans différents pays comme l'Argentine, le Pérou, l'Égypte, le Maroc, la Jordanie ou encore le Pakistan.

**AFRIQUE : L'OMS lance une initiative pour lutter contre la désinformation**

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et ses partenaires ont annoncé le lancement d'une nouvelle alliance pour guider l'action sur les informations trompeuses concernant la pandémie de COVID-19 en Afrique.

Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, a déclaré que le lancement de l'Alliance pour la réponse à l'infodémie en Afrique (AIRA), renforcera les efforts visant à éradiquer la désinformation rampante qui a entravé la lutte contre la pandémie sur le continent.

"Dans les situations d'urgence sanitaire, la désinformation peut tuer et permettre aux maladies de continuer à se propager", a déclaré Mme Moeti dans un communiqué publié jeudi soir.

Mme Moeti a déclaré que la nouvelle alliance s'appuiera sur les ressources et l'expertise des institutions multilatérales et des organismes panafricains pour lutter contre la désinformation sur le COVID-19, sa propagation et les options de traitement.

L'Afrique n'a pas été épargnée par la crise de la désinformation liée au COVID-19 qui a été favorisée par des plateformes de réseaux sociaux non réglementées. pourtant, des organisations de vérification des faits ont démenti plus de 1.000 rapports trompeurs sur le virus depuis son apparition

sur le continent en février.

Selon l'OMS, les informations sur la pandémie ont été partagées et consultées plus de 270 milliards de fois sur les plateformes numériques du continent, alors qu'une grande partie d'entre elles se sont avérées inexacts et trompeuses.

L'agence sanitaire des Nations Unies a déclaré que la désinformation la plus largement partagée tourne autour de traitements qui n'ont pas fait leurs preuves, de faux remèdes et de propagande anti-vaccinale.

Mme Moeti a déclaré que les économies avancées d'Afrique qui ont la plus forte pénétration d'Internet ont été identifiées comme des points chauds de la désinformation sur le COVID-19.

SELON UNE ÉTUDE :

## Le Covid-19 reste infectieux plusieurs jours sur les surfaces

Plus de 99,9% du liquide contenu dans les gouttelettes du nouveau coronavirus s'évapore en quelques minutes.

Les études ont prouvé que le coronavirus SARS-CoV-2 se transmet via des postillons et des gouttelettes infectés par le virus. Pour éviter la contamination, il convient également de faire attention aux objets contaminés : "On peut alors contracter la Covid-19 si on est au contact de ces objets ou de ces surfaces et si on se touche ensuite les yeux, le nez ou la bouche", rappelle l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Au regard des récentes recherches, il est compliqué de savoir avec précision combien de temps le virus survit sur les surfaces contaminées. Des professeurs à

l'IIT Bombay ont estimé que plus de 99,9% du liquide contenu dans les gouttelettes du coronavirus s'évapore en quelques minutes. Mais, le virus ne disparaît pas totalement. Après l'évaporation de l'eau contenue dans la gouttelette, elle se transforme alors en un film microscopique qui reste sur la surface pendant plusieurs heures. Les scientifiques recommandent de nettoyer régulièrement les surfaces pour s'assurer qu'il n'y a pas de Covid et éviter toute contamination. Comme le raconte le Daily Mail, de minuscules forces maintiennent le film, qui ne mesure que quelques nanomètres d'épaisseur, adhérent à une surface et ralentissent le processus d'évaporation.

**NETTOYER LES SURFACES**

Les auteurs de cette étude soulignent que le film s'évapore complètement à des moments différents en fonction du matériau sur lequel il a atterri. Dans le détail, une grosse gouttelette reste 24 heures sur l'acier inoxydable et 16 heures sur du cuivre. Il peut également survivre plus de 150 heures sur du polypropylène. Une petite gouttelette, à peine un dixième de sa taille, survit plus de 80 heures sur du verre. Ces chiffres sont basés sur des expériences menées dans des conditions de laboratoire, et sont probablement plus bas dans le monde réel où il y a des quantités variables de chaleur et de flux d'air - des facteurs qui stimulent l'évaporation.

Les données de l'étude, publiées dans Physics of Fluids, ont montré que l'épaisseur du film diminue lentement. "Notre

plus grande surprise a été que le temps de séchage de ce film nanométrique est de l'ordre de quelques heures", assure un auteur de cette étude. Les chercheurs soulignent la nécessité de nettoyer régulièrement et minutieusement toutes les surfaces.

"Il est souhaitable de désinfecter les surfaces fréquemment touchées, telles que les poignées de porte ou les appareils portatifs, et dans les hôpitaux et autres zones sujettes à des épidémies. Nous recommandons également de chauffer les surfaces, car même des températures élevées de courte durée, auxquelles la surface est à une température plus élevée que la température ambiante, peuvent aider à évaporer le film nanométrique et à détruire le virus", recommandent les auteurs.

SAHARA OCCIDENTAL :

# Une parlementaire européenne n'exclut pas "une guerre sanglante" face à la passivité de l'UE

Le membre du Parlement européen (PE), du parti social démocrate suédois, Mme. Jytte Guteland a affirmé que "l'inertie et la passivité de l'Union européenne (UE) devant la décolonisation du Sahara occidental ouvrirait le champ à une autre guerre sanglante". "Au lieu de s'employer au soutien des efforts visant la décolonisation pacifique tant attendue de la dernière colonie en Afrique, l'UE a tenu à conclure un accord commercial au-dessus de la tête des Sahraouis et contre leur volonté, afin de continuer à exploiter les ressources sahraouies et préserver les intérêts économiques du Maroc dans les territoires occupés", a écrit Mme. Guteland dans une analyse rapportée par l'Agence SPS. Pour la député européenne, il est impératif pour

l'UE de se prononcer et de défendre le Sahara occidental où le Maroc occupe illégalement de grands territoires depuis 1975, sous les yeux de la Minurso créée en 1991 et qui a échoué durant 29 ans dans sa principale mission, à savoir l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination au profit du peuple sahraoui. Exaspérée contre la violation par le Maroc du cessez-le-feu à El-Guerguerat, Mme. Guteland a avoué avoir transmis, conjointement avec des députés membres du Groupe des amis du Sahara occidental, une correspondance au haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, dans laquelle le groupe a invité l'UE à condamner l'attitude du Maroc et à parvenir à une solution pacifique au conflit, en faisant respecter le

droit international et le droit des Sahraouis à l'autodétermination. Le statu quo au Sahara occidental, précise l'article de la députée socio-démocrate, a nourri davantage la désespérance chez les réfugiés sahraouis qui assistent, depuis 45 ans de conflit, à l'échec du processus politique onusien, 29 ans après son lancement, censé garantir au peuple sahraoui son droit à l'indépendance. "L'occupation marocaine du Sahara occidental est inadmissible, de même que la blackout sur la violation flagrante du droit international est intolérable, c'est pourquoi, la Commission européenne est appelée à faire respecter les chartes internationales et les droits de l'Homme même avec les pays étroitement liés au plan économique", a-t-elle écrit. Et d'appeler la Commission à



"mettre un terme à la passivité guerre de sang aux abords de l'UE".

Malika R.

AFRICA GREEN ICT FORUM :

## Construire un monde vert

L'événement " Africa Green ICT Forum " co-organisé par Informa Tech et Huawei s'est tenu ce mercredi 2 décembre sous le thème : " Une puissance numérique de premier plan pour un monde intelligent et durable ". Cette rencontre en ligne a été l'occasion de partager l'expérience des experts de l'écosystème des TIC du monde entier et d'explorer comment utiliser les innovations technologiques afin d'aider à économiser de l'énergie et à réduire les émissions dans les industries. Avec le développement rapide des technologies émergentes telles que la 5G, le cloud, l'IA, le Big Data et l'IoT, une transformation numérique s'est amorcée, ouvrant l'ère numérique à l'intelligence omniprésente et connectée. Cependant, des régions comme le continent africain qui compte 1,2 milliard d'habitants où 50 % n'ont pas accès à l'électricité créent un fossé énergétique. La transformation et la modernisation de l'industrie énergétique permettront donc de réduire cette fracture énergétique et de permettre aux zones les plus reculées de bénéficier des avantages technologiques. M. Fang Liangzhou, Directeur du marketing de Huawei Digital Power Product Line,

a souligné que " l'ensemble de l'industrie doit accorder une plus grande importance à l'énergie. Huawei intègre les technologies énergétiques traditionnelles et les technologies numériques pour parvenir à la numérisation de l'énergie. De cette façon, nous pouvons utiliser le "bit pour gérer le watt" et fournir des solutions d'énergie numérique écologiques, intelligentes et fiables pour résoudre les problèmes rencontrés par l'industrie de l'énergie traditionnelle. " De son côté, M. Dulip Tillekeratne, responsable de l'engagement du marché chez GSMA, a déclaré : " En Afrique, près de 32 % des tour-opérateurs sont situés dans des zones hors réseau ou mal desservies et ces tours sont encore alimentées par des sources non renouvelables. Nous pouvons nous efforcer de réduire ce phénomène grâce à une approche axée sur l'industrie et sur l'écosystème. " " Le Groupe Orange se concentre sur l'économie d'énergie et la réduction des émissions dans la construction des réseaux. En réponse à la stratégie du groupe, Orange Mali est le premier à avoir associé numérique, intelligence et solutions d'innovation verte pour minimiser la consommation de carburant et les coûts

de maintenance, et à utiliser pleinement l'énergie verte pour réduire les émissions de carbone. Notre objectif est de construire un réseau avancé vert et économe en énergie. " a complété M. Kassim Diallo, Directeur du Pôle Etudes et Planification chez Orange Mali et Directeur du Département Etudes et Planification d'Orange Mali. À l'ère du numérique, le problème de l'environnement se pose de plus en plus pour les acteurs publics et privés. C'est pourquoi Huawei continuera à travailler avec les opérateurs mondiaux pour innover en matière de produits et de solutions TIC pouvant aider les industries à réduire leurs émissions de carbone et à construire un monde à la fois plus vert et intelligent.

### À PROPOS DE HUAWEI :

Huawei est l'un des principaux fournisseurs mondiaux d'infrastructures et d'appareils intelligents dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC). Avec des solutions intégrées dans quatre domaines clés - réseaux de télécommunications, IT, dispositifs intelligents et services Cloud - nous nous engageons à apporter le numérique à chaque personne,

foyer et organisation pour un monde entièrement connecté et intelligent. Le portefeuille de produits, de solutions et de services de bout en bout de Huawei est à la fois compétitif et sécurisé. Grâce à une collaboration ouverte avec des partenaires de l'écosystème numérique, nous créons une valeur durable pour nos clients, en travaillant à responsabiliser les individus, à enrichir la vie familiale et à inspirer l'innovation dans les organisations de toutes tailles et de toutes formes. Chez Huawei, l'innovation se concentre sur les besoins des clients. Nous investissons massivement dans la recherche fondamentale, en nous concentrant sur les percées technologiques qui font avancer le monde. Nous comptons plus de 194 000 employés et nous sommes présents dans plus de 170 pays et régions. Fondée en 1987, Huawei est une société privée entièrement détenue par ses employés. Pour plus d'informations, visitez Huawei en ligne sur [www.huawei.com](http://www.huawei.com) ou sur : <http://www.linkedin.com/company/Huawei> <http://www.twitter.com/Huawei> <http://www.facebook.com/Huawei> <https://www.youtube.com/user/HuaweiPress>

R. N.

## Post scriptum

Par B. Chellali

Dans une allocution prononcée jeudi par visioconférence devant la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur la lutte contre la pandémie de la Covid-19, le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, a précisé que l'Algérie a été parmi les premiers pays à prendre d'importantes dispositions préventives, notamment la fermeture des frontières, la consolidation des dispositifs de prévention sanitaire, la mise en place d'un dispositif de confinement adapté et des protocoles sanitaires garantissant la continuité des différentes activités socio-économiques et pédagogiques. " Des moyens humains et matériels conséquents ont également été mobilisés pour renforcer le système de santé face à cette pandémie, à travers l'encouragement et la protection de la ressource humaine, la mise à disposition de divers matériels et équipements médicaux, l'augmentation de la capacité d'accueil des hôpitaux et l'amélioration des protocoles de diagnostic et d'enquête

épidémiologique ", a-t-il expliqué. Le Premier ministre après avoir souligné que face aux impacts économiques de cette situation sanitaire, une batterie de mesures ont été prises pour l'encouragement des entreprises de production à poursuivre leurs activités, ainsi que des aides exceptionnelles aux entreprises impactées et aux petits artisans et catégories vulnérables et démunies au titre de soutien à cette difficile conjoncture, a relevé qu'en dépit " des circonstances économiques que connaît l'Algérie du fait de l'impact de cette crise, qui coïncide avec une baisse des ressources de l'Etat suite à la chute des cours du pétrole, mon pays est demeuré attentif aux impératifs de la solidarité internationale face à cette pandémie à travers son adhésion efficiente aux différentes initiatives visant le raffermissement des capacités des Etats et la coordination des efforts en la matière ". Face à cette crise sanitaire, l'accentuation de sa propagation, le moment est venu pour les Algériens de rester stoïques et

déterminés à vaincre cette maladie d'autant plus que l'Etat a cette détermination, les moyens et l'opiniâtreté nécessaires pour être à la hauteur des défis posés par le coronavirus (Covid-19). Au préalable, les citoyens sont appelés au respect des recommandations relatives aux mesures de prévention pour ne pas mettre en danger leur santé, celle de leur famille et de la société. En effet, l'actuelle situation épidémiologique mondiale de la Covid-19 et la relative augmentation des cas en Algérie interpellent la conscience de tous les citoyens à l'effet de respecter les recommandations relatives aux mesures de prévention. A ce propos, le ministre de la Santé, de la Population et la Réforme hospitalière n'a de cesse d'appeler tous les citoyens à soutenir les efforts déployés pour limiter la propagation de cette épidémie en Algérie, en respectant scrupuleusement les mesures barrières : l'hygiène des mains, la distanciation physique et le port du masque obligatoire en tout lieu et

en toute circonstance. D'aucuns parmi les citoyens doivent être conscients que la pandémie de la Covid-19 est l'un des défis les plus dangereux auxquels le monde ait été confronté. C'est avant tout une crise humaine aux graves conséquences sanitaires et socio-économiques ; une épidémie inédite à travers toute la planète. Elle nécessite une réponse sans précédent. Pour la société algérienne, il faudra prendre le temps de regarder en arrière pour comprendre comment une telle pandémie a émergé et a propagé sa dévastation aussi rapidement à travers toutes les régions du pays, et comment les autorisés du pays ont réagi à la crise. Les enseignements tirés seront essentiels pour relever efficacement les défis sanitaires et économiques qui pourraient se présenter à l'avenir. Le temps est maintenant à l'unité de la collectivité nationale pour stopper ce virus et ses conséquences dévastatrices.

B. C.